

INTRODUCTION¹

1. Le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius a tenu sa 85^e session au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome (Italie), du 20 au 24 novembre 2023.
2. Le Vice-Président de la Commission du Codex Alimentarius, M. Raj Rajasekar (Nouvelle-Zélande), a présidé la réunion en raison de l'indisponibilité de M. Steve Wearne (Royaume-Uni), Président de la Commission. M^{me} Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO, et M^{me} Ailan Li, Sous-Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) chargée de la couverture sanitaire universelle et de l'amélioration de la santé des populations, ont souhaité la bienvenue aux participants au nom des organisations mères. La Secrétaire du Codex par intérim, Mme Corinna Hawkes, a également accueilli les participants.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)²

3. Le Comité exécutif a adopté son ordre du jour avec l'ajout suivant relatif au point 9 (Questions diverses):
 - Proposition relative à l'étude et à l'élaboration d'orientations en matière de recyclage au sein du Codex Alimentarius.
4. Le Comité exécutif est également convenu d'examiner le «Rapport sur les consultations informelles supplémentaires au sujet des projets de limites maximales de résidus (LMR) pour le chlorhydrate de zilpatérol» à la suite du point 2 de l'ordre du jour. Le Comité exécutif est également convenu d'examiner, au titre du point 6 de l'ordre du jour, les «Observations du membre de l'Amérique du Nord concernant les Procédures relatives à l'examen des substances chimiques présentes dans les aliments par le programme conjoint d'avis scientifiques de la FAO et de l'OMS et le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)», rappelant que le Comité exécutif n'avait, à sa 84^e session, pas été en mesure d'achever les discussions sur cette question.

EXAMEN CRITIQUE (points 2.1 et 2.2 de l'ordre du jour)³

5. Le Secrétariat du Codex a rappelé au Comité exécutif la finalité de l'examen critique telle que décrite dans le Manuel de procédure du Codex. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a examiné les propositions comité par comité et formulé les observations et recommandations suivantes.

Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage⁴

Adoption finale

6. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, adopte:
 - les méthodes d'analyse/critères de performance/plans d'échantillonnage pour les dispositions des normes du Codex (CXS 234-1999, CXS 193-1995);
 - la version révisée des *Directives générales sur l'échantillonnage* (CXG 50-2004) (étape 8).
7. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a pris acte des progrès accomplis dans l'examen des méthodes d'analyse pour les dispositions des normes du Codex concernant le document CXS 234-1999 et, ce faisant, continue d'affiner ses directives sur les travaux d'approbation.
8. Le Comité exécutif a en outre invité les comités compétents à utiliser le document d'information préparé par le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage sur la manière de soumettre des méthodes d'approbation.
9. En ce qui concerne la finalisation de la version révisée des *Directives générales sur l'échantillonnage* (CXG 50-2004), le Comité exécutif a encouragé le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage à remplir le document d'information à l'appui (livre électronique et applications de plan d'échantillonnage)

¹ CX/EXEC 23/85/1 Rev.2.

² CX/EXEC 23/85/1 Rev.2; CX/EXEC 23/85/7; CCEXEC84 CRD05.

³ CX/EXEC 23/85/2 et Add.1

⁴ CX/EXEC 23/85/2, annexe 1.

dans le but d'appuyer la mise en œuvre des lignes directrices. Le Comité exécutif a également félicité le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage pour son approche novatrice en matière d'échantillonnage.

Révocation

10. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, révoque:
- les méthodes d'analyse pour les dispositions des normes du Codex figurant dans les *Méthodes d'analyses et d'échantillonnage recommandées* (CXS 234-1999);
 - les *Méthodes d'analyse générales pour les contaminants* (CXS 228-2001).

Questions diverses

11. Un membre a souligné combien il était important que les délégués des comités s'occupant de produits qui envoient des questions pour approbation au Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage prennent également part à ce comité. Ce membre a fait référence à une intervention à la 84^e session du Comité exécutif⁵ encourageant la participation aux groupes de travail électronique placé sous l'égide du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage des délégués du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires afin d'appuyer les travaux de ce dernier en matière d'élaboration de lignes directrices sur les mises en garde contre les allergies sur l'étiquette.
12. Un coordonnateur régional et un membre ont souligné qu'il était important de permettre une participation à distance aux réunions du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, ou leur webdiffusion, afin d'accroître la participation des membres et de renforcer ainsi l'inclusivité dans le travail de ce comité. Ils se sont dits préoccupés par le fait que la prochaine session du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage soit organisée exclusivement en présentiel.
13. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:
- a encouragé les délégués des comités ayant envoyé au Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage des points à approuver à y prendre également part; et
 - a pris note des préoccupations exprimées au sujet de la suppression de la possibilité de prendre part à distance à la prochaine session du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage et a accueilli avec satisfaction la clarification apportée par le secrétariat du Codex selon laquelle la façon d'améliorer la participation en distanciel faisait l'objet d'une réflexion permanente.

Comité du Codex sur les résidus de pesticides⁶

Adoption finale

14. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, adopte aux étapes 5/8:
- les limites maximales de résidus pour différentes combinaisons de pesticides et de produits;
 - la version révisée de la *Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989) et l'amendement corolaire des *Principes et directives pour la sélection de produits représentatifs en vue d'extrapolation de limites maximales de résidus aux groupes de produits* (CXG 84-2012) (compilation finale de la classe B – Produits alimentaires primaires d'origine animale et de la classe E – Produits alimentaires transformés d'origine animale, ainsi que des tableaux correspondants des produits représentatifs).

Adoption

15. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, adopte:

⁵ REP23/EXEC1, paragraphe 64.

⁶ CX/EXEC 23/85/2, annexe 2.

- les amendements corolaires des CXL pour les groupes/sous-groupes de piments afin de couvrir le gombo, la martynia et la roselle;
- l'amendement corolaire de la Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale (CXA 4-1989) (définitions révisées de la partie du produit à laquelle s'appliquent les limites maximales de résidus, analysées pour le groupe 006 – Fruits tropicaux et subtropicaux assortis [peau non comestible] et le groupe 023 – Graines et fruits oléagineux); et
- l'amendement corolaire de la Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale (CXA 4-1989) et des *Principes et directives pour la sélection de produits représentatifs en vue d'extrapolation de limites maximales de résidus aux groupes de produits* (CXG 84-2012) (groupes de produits supplémentaires de la classe A – Produits alimentaires primaires d'origine végétale et de la classe D – Produits alimentaires transformés d'origine végétale, ainsi que du groupe 12C révisé – Aubergines et produits similaires à l'aubergine, Tableau 2).

Approbation

16. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, approuve:
- la liste de pesticides à examiner en priorité par la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides; et
 - une proposition de nouveaux travaux relatifs à l'élaboration de lignes directrices pour surveiller la stabilité et la pureté des substances de référence et des solutions mères de pesticides connexes en cas de stockage prolongé.

Révocation

17. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, révoque:
- les lignes directrices portant sur la *Portion des produits à laquelle s'appliquent les limites maximales de résidus et qui est soumise à l'analyse* (CXG 41-1993);
 - les CXL pour différentes combinaisons de pesticides et de produits.

Interruption des travaux

18. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, interrompe les travaux sur:
- les limites maximales de résidus pour différentes combinaisons de pesticides et de produits retirées de la procédure par étapes.

Questions diverses

19. Le Comité exécutif s'est félicité de la bonne collaboration entre le Comité du Codex sur les résidus de pesticides et celui sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, notamment dans le cadre de leur groupe de travail conjoint, qui constitue une approche économique et efficace pour faciliter la coordination des travaux sur des questions d'intérêt commun, en particulier celles qui sont liées aux composés à double usage.
20. Le Comité exécutif a également pris note de la révision du mandat de ce groupe de travail électronique conjoint et de l'ajout du Brésil et de la Nouvelle-Zélande à la coprésidence, points qui devront être validés par la Commission à sa 46^e session.
21. Le Coordonnateur pour l'Europe a exprimé son soutien à l'adoption finale de la *Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA 4-1989) tout en rappelant la discussion du Comité sur les résidus de pesticides, à sa 54^e session, sur l'inclusion des espèces de mammifères marins menacées d'extinction dans ladite classification et les options envisageables pour répondre à cette préoccupation, par exemple par l'inclusion d'une référence à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction dans l'avant-propos ou dans les sections pertinentes du document CXA 4-1989. Le Coordonnateur a rappelé que le secrétariat du Codex avait noté que cette question devrait être examinée à un niveau plus élevé au sein du Codex, par exemple dans le cadre de la

discussion sur l'avenir du Codex relevant du Comité exécutif et de la Commission du Codex Alimentarius, car elle dépasse la question de la classification. Le Coordonnateur a indiqué que ce type de question (c'est-à-dire les espèces menacées) devrait être pris en compte dans le document de l'examen critique et il a également proposé que cette question spécifique soit examinée dans le cadre d'une discussion plus large sur l'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 sans exclure la possibilité de revoir le document CXA 4-1989.

22. Un membre a souligné la pertinence de la prise en compte des espèces menacées dans le cadre des discussions sur la perte de biodiversité, soit en tant que point distinct, soit dans le cadre d'une discussion plus large portant sur le Plan stratégique du Codex pour 2026-2031. Si le Plan stratégique n'est pas le support approprié pour aborder cette thématique, un document de travail pourrait être préparé sur la perte de biodiversité et sur la pertinence de celle-ci pour les travaux du Codex.
23. D'autres coordonnateurs régionaux et membres se sont interrogés sur la façon dont la perte de biodiversité pourrait être prise en compte par le Codex, car l'objet du Codex est de traiter les questions de sécurité sanitaire des aliments et de qualité sans exclure de produits ni d'options disponibles pour la gestion des risques. Par conséquent, ils ont refusé que la perte de biodiversité soit prise en compte dans le cadre du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 et ils ont noté que les textes du Codex, notamment le document CXA 4-1989, peuvent être révisés si nécessaire, conformément à l'objectif du Codex. Il a en outre été rappelé que le Comité du Codex sur les résidus de pesticides, à sa 54^e session, était convenu que l'examen des espèces menacées ne relevait pas de l'objectif du Codex et n'avait donc intégré aucun changement proposé tendant à la prise en compte de cette question.
24. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:
 - a noté l'intérêt d'un membre et d'un coordonnateur régional pour qu'une discussion plus approfondie soit menée sur le lien entre les travaux du Codex et la perte de biodiversité, et a également noté que ce membre/ce coordonnateur régional est libre de préparer un document sur la question, qui fera l'objet d'une discussion lors d'une prochaine session du Comité exécutif.

Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient (CCNE)⁷

Adoption à l'étape 5

25. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, adopte à l'étape 5:
 - une norme régionale sur le maamoul, notant qu'il serait nécessaire d'approuver ultérieurement des dispositions relatives aux additifs alimentaires et à l'étiquetage des aliments, établies par le Comité sur les additifs alimentaires et par le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires, respectivement.

Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP)⁸

Adoption

26. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a recommandé que la Commission, à sa 46^e session, approuve:
 - le transfert de la section 6 du Manuel de procédure (Composition de la Commission du Codex Alimentarius) sur le site web du Codex;
 - les modifications apportées au Manuel de procédure afin de l'aligner sur les technologies modernes et les pratiques actuelles;
 - la révision des procédures de la section 3 du Manuel de procédure: Directives pour les organes subsidiaires; et
 - la publication d'une lettre circulaire sollicitant des propositions des membres sur les incohérences linguistiques et les éléments obsolètes du Manuel de procédure, à l'exception de la section 3.

⁷ CX/EXEC 23/85/2 Add.1, annexe 1.

⁸ CX/EXEC 23/85/2 Add.1, annexe 2.

Questions diverses

27. Deux coordonnateurs régionaux ont souligné l'importance de veiller à ce qu'une terminologie correcte soit utilisée dans toutes les versions linguistiques des textes du Codex, afin d'en favoriser une compréhension commune, et ont indiqué qu'ils étaient prêts à soutenir les efforts déployés vers cet objectif.
28. Le Comité exécutif a noté:
 - que les propositions de modifications du Manuel de procédure seront apportées dans la prochaine édition de celui-ci; et qu'il était important de veiller à ce que les termes clés soient traduits de façon uniforme et exacte dans toutes les langues, encourageant tous les membres à soutenir le secrétariat du Codex dans cette entreprise.

PLAN POUR L'AVENIR DU CODEX – RAPPORT FINAL DU SOUS-COMITÉ DU COMITÉ EXÉCUTIF (Point 3 de l'ordre du jour)⁹

Introduction

29. Le vice-président qui a dirigé les travaux sur le Plan pour l'avenir du Codex a présenté le point à l'ordre du jour, notant que celui-ci avait été examiné par le Comité exécutif, à sa 84^e session et rappelé que, dans le cadre de la progression des travaux, ses deux principaux éléments avaient évolué différemment. L'élément relatif au contexte mondial et à la manière dont celui-ci pourrait influencer sur la nature des travaux futurs du Codex a été intégré à l'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031, tandis que la section relative au modèle pour les travaux futurs du Codex est restée au centre de la discussion actuelle. Ainsi, le Comité exécutif n'élaborait plus de plan en tant que tel.
30. Le vice-président a rappelé que, dans une lettre circulaire, les membres et les observateurs avaient été invités à formuler des observations écrites sur le modèle pour les travaux futurs du Codex et que des discussions informelles avaient également eu lieu en marge de la 33^e session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP), confirmant une grande partie des informations figurant dans le document, validant ainsi les travaux réalisés jusqu'à ce jour et apportant des points de vue et des données d'expérience supplémentaires. Le vice-président a également rappelé que le Comité exécutif, à sa 84^e session, avait convenu de réexaminer les recommandations présentées durant ladite session (section 5.2 du document CX/EXEC 23/84/3) à la suite des observations reçues.

Discussion

31. Les membres de la 85^e session du Comité exécutif ont partagé un éventail de points de vue, notamment les suivants:
 - le document sur le *Modèle pour les travaux futurs du Codex* contenait de nombreuses informations utiles (CX/EXEC 23/85/3, appendice II) qui pourraient être d'une grande valeur pour les secrétariats hôtes et les inciter à tenter de mettre en place de nouveaux outils et méthodes pour les réunions;
 - d'autres mises à jour doivent être apportées à ce document sur la base de l'expérience acquise au cours de ces derniers mois, mais il faudra pour cela disposer de temps en dehors de la 85^e session du Comité exécutif et, dans ce contexte, il serait utile que ce document reste évolutif pour recueillir de telles expériences;
 - il serait prématuré de se prononcer sur l'efficacité et la pertinence d'une seule modalité de réunion;
 - s'il devait être utilisé à des fins d'orientation, le document sur le *Modèle pour les travaux futurs du Codex* devrait être modifié afin d'être plus concis et pratique; et
 - la question de savoir où un tel document pourrait être hébergé à terme n'était pas claire; par ailleurs, il a été noté que les différents aspects du document pourraient effectivement évoluer différemment.
32. Sur la base du document sur le *modèle pour les futurs travaux du Codex*, les membres ont également recensé certaines questions clés à retenir de ces travaux, notamment:

⁹ CX/EXEC 23/85/3 et Add.1; EXEC/85 CRD02.

- la façon d'accroître la participation aux réunions du Codex;
 - si une participation en ligne pouvait être proposée pour toutes les réunions du Codex;
 - la manière de recueillir des données et des informations sur les meilleures pratiques en vue d'éventuels changements en matière de procédure;
 - la nécessité d'améliorer le suivi de la participation en ligne et du nombre de vues en webdiffusion afin d'éclairer la discussion; et
 - la manière d'utiliser les réunions en ligne pour réduire la charge de l'ordre du jour des réunions en présentiel.
33. Un problème particulièrement préoccupant concerne l'interprétation et la traduction, y compris la disponibilité parfois tardive de documents dans d'autres langues. L'élargissement de l'éventail des langues utilisées dans toutes les réunions du Codex a également été souligné comme un enjeu important pour l'avenir.
34. Le Comité, à sa 85^e session, a examiné certains problèmes liés à la disponibilité en temps opportun des documents dans toutes les langues, notamment les ressources, la qualité de la traduction, la disponibilité des services de traduction ou les délais d'exécution. Il a également été noté que la traduction n'était pas un problème isolé et que la disponibilité des versions dans d'autres langues était également liée à la disponibilité de la version originale, à sa livraison dans les temps ou non, à l'obligation de faire appel aux services de traduction officiels et aux priorités concurrentes au sein des équipes de traduction de l'organisation, ainsi qu'aux volumes élevés de documents à traduire en même temps. Il faudrait donc aborder cette question de manière globale en tenant compte de l'ensemble du cycle d'élaboration des documents et du calendrier des réunions du Codex.
35. Un membre a proposé que la technologie soit mise à profit pour améliorer la mise à disposition en temps voulu des documents dans toutes les langues. L'importance des glossaires pour assurer l'harmonisation de la terminologie entre les différentes versions linguistiques a également été soulignée. Certains membres ont indiqué qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau défi, mais qu'il était temps de réaliser de véritable progrès dans la mise à disposition en temps voulu de toutes les versions linguistiques des documents, car il s'agissait également d'un facteur clé de la valeur fondamentale d'inclusion au sein du Codex.
36. Certains membres ont suggéré que davantage de temps était nécessaire pour actualiser le document sur le *Modèle pour les travaux futurs du Codex* et examiner les principales recommandations émanant de ces travaux et que, dans ce contexte, il serait prématuré de formuler des recommandations à la 46^e session de la Commission. C'est pourquoi le Comité exécutif a estimé qu'il conviendrait de poursuivre les discussions lors de sa 86^e session. Certains membres ont fait part de leur déception quant à l'impossibilité de présenter un plan pour le Codex à l'occasion du 60^e anniversaire, tout en reconnaissant que les travaux importants menés au cours des deux dernières années se poursuivraient et contribueraient aux travaux futurs du Codex.

Conclusion

37. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:
- est convenu qu'il était plus approprié d'utiliser le Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 plutôt que d'élaborer un plan pour l'avenir du Codex visant à orienter la trajectoire future du Codex et d'envisager, en parallèle, un modèle de travail pour les travaux futurs du Codex;
 - a pris acte de la valeur et de la richesse de la contribution apportée par la consultation informelle et formelle ainsi que par les discussions au sein du Comité exécutif sur le modèle pour les travaux futurs du Codex et a souligné l'importance de cette expérience d'apprentissage;
 - est convenu que le document présentant les principaux éléments d'un modèle pour les travaux futurs du Codex (CX/EXEC 23/85/3, Annexe II) reste un document évolutif qui devrait être révisé périodiquement à la lumière des expériences et des enseignements, et qu'il conviendrait de l'examiner plus en avant à la 86^e session du Comité exécutif; et

- a remercié les membres, les observateurs, les gouvernements hôtes, les présidents et les délégués dont les contributions et les propositions nombreuses et précieuses continueront d'éclairer la façon dont le Codex devra fonctionner dans le contexte dans lequel il opère.

PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX POUR 2026-2031 – EXAMEN DES ACTIVITÉS INTERSESSIONS, ET PROCHAINES ÉTAPES ET OBSERVATIONS (Point 4 de l'ordre du jour)¹⁰

Introduction

38. Le Président a présenté ce point en rappelant la décision du Comité exécutif à sa 84^e session selon laquelle il serait chargé à sa 85^e session d'examiner deux éléments de fond des travaux visant à élaborer le contenu du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031¹¹.

- En premier lieu, le Comité exécutif, à sa 85^e session, devrait élaborer un premier projet des éléments suivants du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031: vision, mission, valeurs fondamentales, un exposé des facteurs de changement, le rôle du Codex et une présentation de haut niveau des méthodes de travail du Codex.
- En second lieu, le Comité exécutif, à sa 85^e session, devrait examiner et définir les questions qui serviront de base à une première collaboration avec les membres et les observateurs sur les objectifs et les résultats à inclure dans le Plan stratégique du Codex pour 2026-2031.

Discussion portant sur le premier projet des éléments suivants du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031: vision, mission, valeurs fondamentales, un exposé des facteurs de changement, le rôle du Codex, présentation de haut niveau des méthodes de travail du Codex¹²

39. Tout en se félicitant des projets de sections proposées pour le Plan stratégique du Codex pour 2026-2031, les membres ont exprimé le souhait que cette partie soit plus concise et plus ciblée. Lors de l'examen du texte, plusieurs suggestions ont été formulées pour en améliorer la clarté.

Vision, mission et valeurs fondamentales

40. Bien que certains membres aient fait remarquer qu'il pourrait être nécessaire de réexaminer ces sections à un stade ultérieur, aucun changement n'a été proposé pour le moment.

Introduction

41. Une section introductive a été ajoutée au document en déplaçant les deux premiers paragraphes de la section sur les facteurs de changement et en ajoutant deux paragraphes supplémentaires du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025. Certains membres étaient d'avis que le dernier paragraphe de cette nouvelle section était redondant et ils ont proposé sa suppression, tandis que d'autres ont estimé qu'il était important de le conserver. Par conséquent, le paragraphe a été placé entre crochets pour examen ultérieur.

Facteurs de changement

42. Les membres sont convenus de l'inclusion de plusieurs facteurs supplémentaires et ont supprimé la référence aux préoccupations des consommateurs. Une proposition visant à inclure la perte de biodiversité en tant que facteur pertinent a fait l'objet d'un débat approfondi, certains faisant valoir que le lien entre la perte de biodiversité et l'objectif du Codex n'était pas clair. D'autres étaient d'avis qu'il s'agissait d'une question importante qui méritait au moins un examen plus approfondi et il a été convenu de la conserver entre crochets pour le moment. D'autres révisions ont été apportées dans le but d'améliorer la clarté du texte.

Le rôle du Codex

43. Les membres ont raccourci et simplifié cette section dans le but d'obtenir un texte plus concis et plus ciblé. La notion de Codex en tant que gestionnaire des risques a été ajoutée. Différents points de vue ont été exprimés quant à savoir si le texte devait faire référence à la poursuite ou au renforcement du rôle central

¹⁰ CX/EXEC 23/85/4; CX/EXEC 23/85/4 Add.1.

¹¹ REP23/EXEC1, paragraphe 136, appendice III.

¹² CX/EXEC 23/85/4, appendice II.

du Codex dans la réalisation des objectifs mondiaux par l'élaboration de normes alimentaires internationales. Certains étaient d'avis que, pour contribuer à la réalisation du Programme 2030, le Codex devait renforcer son rôle, tandis que d'autres ont jugé qu'une telle terminologie laissait entendre que le Codex ne s'acquittait pas efficacement de son rôle à l'heure actuelle. Par conséquent, le texte a été mis entre crochets.

Présentation de haut niveau des méthodes de travail du Codex

44. Un membre a proposé l'ajout de la promotion de la coordination de tous les travaux en matière de normes alimentaires, conformément à l'objectif statutaire du Codex. Certains membres ont indiqué qu'ils étaient d'avis que cet ajout était redondant, rappelant que, lors de l'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025, les clauses b) à d) étaient considérées comme venant à l'appui de la clause a) de l'article 1 des Statuts de la Commission du Codex Alimentarius («protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire») ; par conséquent, la proposition a été placée entre crochets en vue d'un examen ultérieur.
45. Il a été convenu que le projet révisé (appendice II) serait distribué sous forme de lettre circulaire aux membres et aux observateurs afin de recueillir leurs commentaires, conformément au calendrier d'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 (appendice III).

Discussion sur les propositions concernant les questions devant servir de base à la collaboration initiale avec les membres du Codex et les observateurs sur les objectifs et les résultats à inclure dans le Plan stratégique du Codex 2026-2031¹³

46. Il a été convenu que la lettre circulaire diffusée pour recueillir les commentaires des membres et des observateurs sur la première partie du Plan stratégique pour 2026-2031 (vision; mission; valeurs fondamentales; facteurs de changement; le rôle du Codex; méthodes de travail) serait complétée par des recommandations et des questions dans le but de garantir la participation des membres et des observateurs en ce qui a trait aux objectifs et aux résultats du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031.
47. Au moment de la formulation des propositions de recommandations et de questions, les sujets suivants ont été abordés:
 - référence à l'objectif statutaire du Codex;
 - nécessité de définir la chaîne de résultats envisagée concernant le Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 à ce stade; et
 - références à des stratégies et des plans de plus haut niveau, afin d'éviter les répétitions avec la section portant sur les facteurs de changement du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031.
48. Dans le but de faire participer les membres et les observateurs, le Comité exécutif est convenu du texte suivant:

Les membres et observateurs seront invités à prendre note des recommandations suivantes concernant l'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031:

- Quelques objectifs stratégiques ambitieux et de haut niveau devront être formulés.
- Les objectifs stratégiques devront être audacieux. Ainsi, le Codex contribuera uniquement à ces objectifs, sans nécessairement les réaliser au cours du cycle du plan stratégique.
- Les objectifs stratégiques devront se rapporter à l'objectif statutaire du Codex et prendre en considération le projet de texte sur les «facteurs de changement».
- Un calendrier clair relatif à la participation des membres et des observateurs devra être établi.

¹³ CX/EXEC 23/85/4, appendice II.

L'objectif du Codex est d'élaborer des normes qui protègent la santé des consommateurs et garantissent des pratiques loyales dans le commerce alimentaire¹⁴. Les membres et les observateurs seront également invités à répondre aux questions suivantes:

- Que pourrait faire le Codex pour avoir un impact très important sur la protection de la santé des consommateurs et la promotion de pratiques loyales dans le commerce alimentaire au cours de la période allant jusqu'en 2031?
 - Conformément à son objectif, comment le Codex peut-il répondre aux conséquences des facteurs de changement déterminés dans la section pertinente du Plan stratégique pour 2026-2031 en matière de sécurité sanitaire des aliments, de nutrition et de qualité des aliments, et soutenir les efforts visant à y faire face?
49. Il a également été convenu que les recommandations et les questions contenues dans la lettre circulaire seraient utilisées par le Président et les vice-présidents de la Commission du Codex Alimentarius pour tenir des consultations informelles avec les Régions par l'intermédiaire des coordonnateurs régionaux, ainsi qu'avec les observateurs. Le Président et les vice-présidents feront de leur mieux pour tenir ces consultations informelles avant la publication de la lettre circulaire et/ou dès que possible après sa publication. L'objectif des consultations informelles sera d'encourager les interactions, les discussions et la réflexion, et d'aider les membres et les observateurs à répondre à la lettre circulaire. Les résultats de la consultation seront communiqués au Comité exécutif, à sa 86^e session.
50. Le calendrier concernant la participation des membres et des observateurs à l'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 a été mis à jour en conséquence et figure à l'appendice IV.

Enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex

51. Le secrétariat du Codex a présenté les résultats de haut niveau de l'enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex qu'il a menée en 2023, et a souligné avec satisfaction le rôle clé joué par les coordonnateurs régionaux dans l'augmentation du taux de réponse à l'enquête de cette année.

Conclusion

52. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:
- i. est convenu d'un premier projet du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 (appendice III) contenant la vision, la mission, les valeurs fondamentales, les facteurs de changement et le rôle du Codex, et présentant également une description de haut niveau des méthodes de travail du Codex, aux fins d'une consultation plus large; des recommandations ont aussi été formulées pour l'élaboration des objectifs et des résultats du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031, de même que des questions pour lancer la discussion à ce sujet;
 - ii. est convenu d'envoyer une lettre circulaire aux membres et aux observateurs du Codex Alimentarius pour leur demander:
 - a) leur avis sur le premier projet concernant la vision, la mission, les valeurs fondamentales, les facteurs de changement, le rôle du Codex, et une description de haut niveau des méthodes de travail du Codex sur le Plan stratégique pour 2026-2031; et
 - b) leur réponse aux questions formulées au paragraphe 47 afin d'amorcer la discussion sur les objectifs et les résultats du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031, tout en prenant note des recommandations suivantes pour l'élaboration, telles qu'elles sont décrites au paragraphe 48;
 - iii. est convenu que le Président et les vice-présidents tiennent des consultations informelles avec les membres et les observateurs afin d'encourager les interactions, la discussion et la réflexion, et d'aider les membres et les observateurs à répondre à la lettre circulaire; et
 - iv. a modifié le calendrier concernant la participation des membres et des observateurs à l'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031, présenté à l'appendice III.

¹⁴ Article 1 des Statuts de la Commission du Codex Alimentarius.

QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES RELATIVES AU CODEX (point 5 de l'ordre du jour)¹⁵

53. Le secrétariat du Codex a présenté le document, dans lequel figurait un rapport sur les dépenses de l'année civile 2022 et une estimation des prévisions pour 2023. Il contenait également une proposition de budget pour l'exercice 2024-2025.
54. Au cours de l'exercice 2022-2023, les coûts d'interprétation et de traduction du secrétariat du Codex ont augmenté en raison de l'inflation et de la tenue de réunions associant participation en personne et en ligne et/ou un nombre de jours plus élevé. Les dépenses de personnel ont également été plus élevées en 2022-2023 que ce qui était prévu au budget. Cela a engendré un déficit qui a été couvert par une dotation spéciale de la FAO en 2023.
55. Le budget proposé pour l'exercice biennal 2024-2025 est conforme aux objectifs fixés dans le Plan stratégique du Codex pour 2020-2025. Le secrétariat du Codex continuera de rechercher des moyens de réaliser des gains d'efficacité. Cependant, il importe de souligner que le déficit enregistré en 2022-2023 devrait se reproduire au prochain exercice biennal.
56. Aucune économie n'étant prévue pour l'exercice biennal 2024-2025, le Codex sollicite des contributions extrabudgétaires à l'appui des travaux menés au titre de l'objectif 3 du Plan stratégique, qui est de faire en sorte que les textes du Codex soient reconnus et utilisés. Des ressources supplémentaires (estimées à environ 1,5 million de dollars sur une période de cinq ans) seront nécessaires pour soutenir le projet en cours visant à améliorer l'accès à l'ensemble des textes du Codex dans les six langues officielles. En outre, des ressources extrabudgétaires seront nécessaires pour poursuivre et élargir les travaux relatifs au suivi de l'utilisation et de l'impact des textes du Codex.

Discussion

57. Les membres ont accueilli favorablement le document et ont demandé des informations supplémentaires sur les questions suivantes:
 - le budget de l'exercice biennal 2024-2025 consacré aux événements et aux publications;
 - un plan de travail budgétisé pour mieux comprendre les dépenses du secrétariat et être plus à même de fournir des conseils sur les domaines prioritaires;
 - des informations sur l'analyse comparative des coûts des différentes modalités de réunion demandée à la 83^e session du Comité exécutif;
 - la part du budget actuellement consacrée à l'interprétation et à la traduction ; et
 - les ressources extrabudgétaires sollicitées et leur finalité.
58. Un membre a pointé les contraintes budgétaires du secrétariat et indiqué que, pour le prochain exercice biennal, il faudrait soit augmenter le budget, soit réduire les activités, afin d'éviter un déficit. Quelques membres ont encouragé le Codex à étudier de nouvelles modalités de travail et à continuer de réaliser des gains d'efficacité afin de faire un meilleur usage des ressources disponibles. L'importance d'un accès en temps utile aux documents du Codex, dans toutes les langues concernées, a également été soulignée (voir le paragraphe 34).
59. Le Président s'est interrogé sur la viabilité du budget, sur la base des informations communiquées, et a souscrit aux demandes d'informations supplémentaires, qui permettraient au Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius de fournir de meilleures indications sur les besoins financiers du secrétariat du Codex.
60. Le secrétariat a apporté les clarifications suivantes:
 - un budget détaillé est fourni dans le document; il indique quels sont les différents types de coûts;
 - une analyse comparative du coût des différents formats de réunions du Comité exécutif et de la Commission a été réalisée, mais elle n'a pas fourni d'indication claire sur les variations de coût liées au format de réunion, car plusieurs facteurs ont une influence à cet égard, notamment le lieu

¹⁵ CX/CAC 23/46/23.

de la réunion, sa durée en jours, le nombre de mots à traduire et la modalité choisie pour sa tenue. De plus, les coûts associés aux sessions du Comité exécutif et de la Commission, lorsque celles-ci se succèdent directement, sont difficiles à dissocier, car les services et les lieux de réunion sont mutualisés;

- le secrétariat du Codex s'efforce toujours de réaliser des économies supplémentaires, mais la souplesse dont il dispose pour cela s'est réduite au fil des ans, en particulier depuis que l'on est revenu à une situation semblable à celle que l'on connaissait avant la pandémie;
- les événements de l'exercice biennal, outre ceux venant directement soutenir les organes subsidiaires de la Commission ou du Codex, ont surtout été organisés pour donner suite aux demandes de coordonnateurs régionaux ou de membres qui souhaitaient promouvoir l'action du Codex et faciliter la participation aux travaux du Codex, et se sont surtout tenus en ligne;
- la principale publication est la revue CODEX, publiée une fois par an. En outre, au cours de l'année écoulée, un nouveau projet visant à améliorer la visibilité et l'accessibilité des normes du Codex a été lancé. Des ressources supplémentaires seraient nécessaires pour poursuivre le projet; et
- les activités de communication du secrétariat du Codex ont été menées par le personnel et par des consultants, et un examen des activités sera conduit en 2024 afin de déterminer comment mettre en œuvre de manière optimale les activités de communication en cours et futures.

61. Le représentant de la FAO a indiqué que les questions financières relatives au Codex étaient également examinées dans les organes directeurs connexes des organisations mères, la FAO et l'OMS.

Conclusion

62. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:

- a remercié la FAO et l'OMS pour avoir soutenu de façon constante les activités de la Commission et en avoir reconnu l'apport, ainsi que pour avoir sanctuarisé son budget;
- a pris note du rapport intérimaire 2022-2023 et de la proposition pour 2024-2025, y compris la dotation spéciale de la FAO destinée à couvrir le déficit budgétaire pour l'exercice biennal en cours;
- a répété combien il est important de pouvoir accéder rapidement aux documents du Codex dans toutes les langues pertinentes;
- a demandé des informations plus détaillées, en particulier concernant les différents types de coûts afin de mieux comprendre les domaines de dépenses et de mettre en évidence les besoins et les priorités à venir;
- a prié instamment le secrétariat de rechercher et de déterminer de nouvelles modalités de travail et/ou des gains d'efficacité permettant une meilleure utilisation des ressources disponibles;
- a noté qu'il fallait continuer d'adopter une approche souple et de redistribuer les ressources à l'appui de la mise en œuvre du programme de travail du Codex, et consacrer un financement durable au Codex afin de combler les déficits actuels ou prévus;
- a prié instamment les membres de faire valoir auprès de leurs représentants gouvernementaux à la FAO et à l'OMS la nécessité d'assurer un financement adéquat du programme de travail du Codex et de communiquer des informations de sorte que l'examen des questions budgétaires et financières par le Comité exécutif et la Commission soit davantage tourné vers l'avenir;
- a noté qu'il est de plus en plus difficile de mettre en œuvre le plan de travail du Codex dans un climat de croissance budgétaire nulle, et a pris note de la demande du secrétariat exhortant les membres à envisager un financement extrabudgétaire du projet en cours en vue d'accroître l'accès aux textes du Codex dans les six langues officielles, et à assurer le suivi de l'utilisation et de l'impact des textes du Codex;
- a prié le secrétariat de présenter une analyse comparative des coûts des réunions de la Commission et du Comité exécutif et des contributions des secrétariats hôtes pour les réunions

des organes subsidiaires afin que l'importance de la contribution des gouvernements membres au programme du Codex soit à la fois mieux reconnue et mieux comprise.

QUESTIONS ÉMANANT DE LA FAO ET DE L'OMS (point 6 de l'ordre du jour)¹⁶

63. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont présenté ce point et résumé les questions abordées dans le document.

Discussion

64. Les membres ont accueilli positivement les informations complètes fournies et félicité la FAO et l'OMS pour le travail important qu'elles accomplissent en vue de faire progresser la sécurité sanitaire des aliments par leur action au niveau international, régional et national, et par leur appui aux travaux du Codex.
65. L'importance de soutenir la mise en œuvre des orientations de la FAO et de l'OMS sur le plan national, par le renforcement des capacités, a été mise en avant et les membres ont demandé que des orientations plus pratiques soient élaborées et qu'un appui soit apporté à cet égard. La FAO et l'OMS ont indiqué que leurs bureaux régionaux collaboraient activement avec les gouvernements pour fournir un soutien personnalisé au renforcement des capacités, selon les besoins des pays, et ils ont pointé le fait que les documents d'orientation mondiaux devaient être généraux et de type consultatif afin d'être pertinents à l'échelle mondiale et de promouvoir des approches harmonisées.
66. Les membres ont rappelé les événements organisés pour la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments et ont noté qu'au niveau national, cette journée suscite l'enthousiasme et encourage la participation. Constatant que la Journée internationale mobilise de plus en plus, la FAO et l'OMS ont encouragé les membres à continuer de s'en servir activement pour promouvoir et renforcer les efforts déployés pour assurer la salubrité des aliments.
67. Il a été souligné que la FAO et l'OMS jouent un rôle crucial en prodiguant des conseils scientifiques fondés sur des données probantes afin de guider les travaux normatifs du Codex.
68. Un membre a mentionné les priorités stratégiques de la FAO, qui tendent à favoriser l'intégration plus systématique de la sécurité sanitaire des aliments dans l'élaboration de systèmes agroalimentaires durables et inclusifs, et a relevé qu'elles étaient pertinentes pour les discussions relatives au Plan stratégique du Codex pour 2026-2031.
69. En réponse à une question relative à la Plateforme de la FAO sur les aliments issus d'organismes génétiquement modifiés, le représentant de la FAO a expliqué que celle-ci avait été créée sur la base d'un mandat très spécifique du Codex qui pourrait être réexaminé si le Codex souhaite le modifier, l'élargir ou l'enrichir. Le débat actuel sur l'édition génomique, y compris la fermentation de précision, pourrait inciter les membres à envisager de réexaminer la Plateforme.
70. Un membre, rappelant le document de séance présenté à la 84^e session du Conseil exécutif, a exprimé des préoccupations concernant les examens menés parallèlement sur l'aspartame, un édulcorant, par deux organes de l'OMS, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) et le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires, car de tels doublons pourraient porter atteinte au programme du Codex relatif à la fourniture d'avis scientifiques¹⁷.
71. Le représentant de l'OMS a noté les problèmes de doublons au niveau des évaluations effectuées par les organes consultatifs scientifiques conjoints FAO/OMS et le CIRC, qui pourraient s'expliquer par des différences dans les méthodologies et la portée de l'évaluation. Il a souligné qu'il était essentiel de noter que le CIRC n'avait effectué qu'une seule partie de l'évaluation, à savoir l'identification des risques, alors que les organes consultatifs scientifiques conjoints FAO/OMS avaient procédé à une évaluation complète des risques. Contrairement aux organes consultatifs scientifiques conjoints FAO/OMS, le CIRC a étudié diverses voies d'exposition, par exemple par inhalation ou par contact, ainsi que les expositions professionnelles. De plus, la façon de rendre compte des résultats de l'identification des risques n'était pas

¹⁶ CX/CAC 23/46/24; CX/CAC46 INF1, INF2, INF3; EXEC/85 CRD03; EXEC/84 CRD05.

¹⁷ EXEC/84 CRD05.

la même entre les deux organismes. L'utilisation du mot «possible» dans le contexte de l'aspartame a fait obstacle à la communication.

72. Le représentant a souligné que le CIRC n'utilisait pas le mot «possible» pour déclarer la présence d'un risque, mais plutôt pour lancer un appel à la communauté scientifique afin qu'elle consacre davantage d'efforts à la recherche pour éliminer les incertitudes concernant les dangers éventuels d'une substance. Il a informé le Comité exécutif qu'une réunion avec le CIRC avait eu lieu à la suite de l'évaluation de l'aspartame. Il a été décidé qu'à l'avenir, les évaluations en double devront se limiter aux circonstances dans lesquelles l'exposition par voie non alimentaire mérite d'être mentionnée, et que les activités scientifiques et de communication devront être coordonnées, selon qu'il conviendra.

Conclusion

73. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:
- a pris note des informations communiquées et a remercié la FAO et l'OMS pour leur soutien constant au Codex;
 - a encouragé la FAO et l'OMS à poursuivre leur collaboration fructueuse dans la mise en œuvre des priorités de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments et de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments, et à tenir compte de ces stratégies dans les discussions sur le Plan stratégique du Codex pour 2026-2031;
 - a reconnu l'importance des organes consultatifs scientifiques conjoints FAO/OMS pour étayer les travaux du Codex;
 - a pris acte des avantages des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation, en présentiel et en ligne, pour les membres du Codex, et a indiqué qu'il était favorable à leur poursuite dans le cadre d'une démarche qui associe ces deux modalités de façon appropriée et continue de renforcer la mobilisation; et
 - concernant les préoccupations exprimées sur d'éventuels chevauchements entre les travaux des organes consultatifs scientifiques conjoints FAO/OMS et du CIRC, a noté que l'OMS les avait reconnus et que des efforts étaient actuellement déployés activement de façon à éviter de tels doublons et à améliorer la coordination à l'avenir.

EXAMEN DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES AYANT UN STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DU CODEX – CLAUSE DE DOUBLE REPRÉSENTATION (point 7 de l'ordre du jour)¹⁸

74. Le secrétariat du Codex a introduit ce point en rappelant les discussions précédentes sur la clause de double représentation et en soulignant que le secrétariat ne pouvait pas contrôler activement les organisations non gouvernementales (ONG) soumises à la clause de double représentation, car il s'appuyait sur les informations fournies directement par ces entités lorsqu'elles demandaient le statut d'observateur ou pendant le processus d'examen, par exemple. Le secrétariat du Codex a souligné que, conformément aux dispositions du Manuel de procédure, il incombait aux ONG ayant le statut d'observateur auprès du Codex de transmettre toute information pertinente, y compris concernant leur appartenance à toute autre ONG, afin de permettre la bonne application de la clause de double représentation.
75. Le secrétariat du Codex a conclu l'introduction de ce point en notant que l'on pourrait envisager à titre expérimental de recueillir des informations sur la participation des ONG aux réunions du Codex, car cela aiderait les présidents dans leur gestion des réunions et permettrait une meilleure évaluation de la question.

Discussion

76. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, s'est félicité des informations fournies et a pris note des éléments suivants:
- la responsabilité des ONG ayant le statut d'observateur auprès du Codex de fournir au secrétariat du Codex des informations pertinentes concernant leurs organisations respectives, y compris

¹⁸ CX/EXEC 23/85/5.

lorsqu'elles participent à un comité du Codex, et la crainte que les informations actuellement disponibles ne reflètent pas pleinement l'étendue des relations des ONG avec d'autres organisations;

- l'importance pour les ONG de participer aux travaux du Codex conformément aux principes, tout en reconnaissant qu'une certaine souplesse est possible, comme indiqué dans le document de travail, de manière à ce que l'organisation-cadre comme l'organisation plus petite puissent contribuer aux travaux du Codex selon les besoins et en fonction de leurs connaissances, de leurs compétences et de leurs expériences;
- les difficultés rencontrées par les présidents des groupes de travail électroniques pour vérifier l'origine des commentaires envoyés par les ONG afin de s'assurer que la clause de double représentation a été correctement appliquée, et par les présidents pour gérer les interventions des ONG soumises à la clause de double représentation;
- la nécessité de sensibiliser les présidents des comités du Codex, des groupes de travail électroniques et des groupes de travail physiques, aux règles relatives à la participation des ONG, par exemple par le biais du manuel à l'intention des présidents ou du futur manuel à l'intention des groupes de travail électroniques;
- la nécessité d'utiliser de nouveaux mécanismes, tels que les outils électroniques hébergés sur le site web du Codex, et de mettre à jour les mécanismes existants, tels que le système d'inscription en ligne et le formulaire de demande de statut d'observateur, afin de faciliter la réception et la mise à jour des informations relatives à la clause de double représentation; ainsi que les moyens de communication pour établir quand la clause de double représentation s'applique, par le biais d'informations plus visibles sur la page web du Codex ou d'annonces appropriées lors des réunions du Codex.

77. En réponse à une question d'un membre concernant l'attention à accorder aux ONG qui entreprennent des travaux parallèles à ceux du Codex, le secrétariat du Codex a rappelé que le rôle des ONG ayant le statut d'observateur était d'apporter à la Commission du Codex Alimentarius les informations dont elles disposaient, leurs conseils et leur assistance en tant qu'experts, et qu'elles ne faisaient pas partie du processus de prise de décisions, qui n'appartenait qu'aux seuls membres du Codex.

CONCLUSION

78. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:

- a pris note des informations qui lui ont été fournies;
- a demandé au secrétariat du Codex de recueillir de plus amples informations sur la participation des ONG soumises à la clause de double représentation aux réunions du Codex, aux groupes de travail électroniques et aux groupes de travail physiques, et d'informer le Comité exécutif de toute recommandation visant à modifier la manière dont le principe de la double représentation est appliqué;
- a recommandé à la Commission du Codex Alimentarius d'encourager les observateurs des ONG à anticiper et à fournir les informations nécessaires au besoin, conformément aux procédures énoncées dans le Manuel de procédure; et
- a reconnu la nécessité de sensibiliser les présidents des comités, des groupes de travail électroniques et physiques sur les procédures et les éléments à prendre en considération concernant la participation des ONG soumises à la clause de double représentation.

NORMES RÉGIONALES – DIFFICULTÉS DANS L'APPLICATION DES CRITÈRES RELATIFS AUX NORMES RÉGIONALES DANS LE CONTEXTE DES BESOINS RÉGIONAUX ACTUELS (Point 8 de l'ordre du jour)¹⁹

Introduction

79. Le Secrétariat du Codex a introduit ce point de l'ordre du jour en rappelant les questions posées par les participants à la 22^e session du Comité de coordination du Codex pour l'Asie, en soulignant que l'analyse s'était poursuivie, et en notant que le document présenté à la 84^e session du Comité exécutif avait également été mis à jour grâce aux contributions des coordonnateurs régionaux et avait été utilisé pour l'analyse présentée.
80. Le secrétariat du Codex a souligné que les procédures définies dans le Manuel de procédure fournissaient les moyens de résoudre les problèmes liés aux normes régionales, en rappelant qu'il importait qu'elles soient pleinement mises en œuvre. Le secrétariat du Codex a souligné qu'il convenait de disposer d'un document de travail bien étayé ainsi que d'un descriptif de projet complet et bien présenté pour faciliter l'application des procédures.

Discussion

81. Le Comité exécutif a fait part de ses remerciements pour les informations et l'analyse fournies et a demandé des éclaircissements supplémentaires sur la nature des normes que les comités régionaux de coordination pouvaient élaborer et sur la question de savoir si des normes relatives à des produits pouvaient être établies pour les aliments transformés. Le secrétariat du Codex a noté que la pratique normale était que les comités régionaux de coordination élaborent des normes régionales, mais qu'il ne semblait pas y avoir d'obstacle d'ordre procédural à l'élaboration de normes internationales par les comités régionaux, si la Commission le souhaitait, et que ce point de l'ordre du jour était ouvert à tous les membres du Codex. Cependant, cela n'a jamais été fait auparavant. Selon la pratique courante, des normes régionales étaient élaborées puis, si besoin, converties en normes internationales conformément aux procédures du Codex.
82. Un membre s'est dit préoccupé par la possibilité que des comités régionaux de coordination élaborent des normes internationales, notant que, bien que cela soit possible sur le plan de la procédure, le mécanisme pouvait s'avérer complexe. Le membre a ajouté que les propositions de normes internationales pouvaient être soumises directement au Comité exécutif, lorsque le comité compétent pour ce produit était suspendu ou n'existait pas.
83. En ce qui concerne la nature des normes relatives aux aliments transformés, le secrétariat du Codex a noté que cela pouvait être déterminé en fonction de la question que la norme était censée traiter ou résoudre et qu'une telle décision pouvait être éclairée de manière optimale par un document de travail et un descriptif de projet bien rédigés. Le secrétariat du Codex a en outre souligné l'évolution des normes relatives aux produits établies par le Codex au fil des ans, les questions de sécurité sanitaire étant traitées horizontalement et la tendance étant à l'élaboration de normes sur des groupes de produits dans certains domaines.
84. Plusieurs membres ont appuyé l'avis du secrétariat du Codex sur l'importance de propositions bien étayées et sur la nécessité d'attirer l'attention des membres sur ce point.
85. Un coordonnateur régional a fait remarquer que les informations fournies étaient également pertinentes pour d'autres régions que l'Asie.
86. Les participants ont exprimé des points de vue différents quant à l'élaboration d'orientations pratiques relatives aux nouveaux travaux et à l'établissement des priorités. Selon l'un d'entre eux, ces orientations devaient être établies dès que possible et disponibles avant la prochaine série de comités régionaux de coordination tandis que selon un autre point de vue, de nouveaux documents d'orientation n'étaient pas nécessaires et leur utilité était parfois surestimée. Au contraire, les orientations fournies dans le Manuel de procédure étaient jugées suffisantes, et il serait plus utile d'apporter un soutien pratique aux membres dans les régions pour la rédaction de leurs documents de travail et de leurs descriptifs de projet afin d'utiliser de manière optimale les informations déjà disponibles. Une proposition de webinaires au niveau régional,

¹⁹ CX/EXEC 23/85/6.

visant à partager les expériences, remédier aux difficultés et faciliter les améliorations, et si nécessaire, à faire appel à des experts compétents pour soutenir l'élaboration de propositions, allait dans le même sens.

87. Reconnaisant l'importance d'un appui pratique, le secrétariat du Codex a noté que celui-ci pouvait également provenir d'autres sources, telles que la FAO et l'OMS, et a fourni un exemple de la manière dont une telle approche a été déployée à la suite de la 11^e session du Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient en ce qui concerne l'identification de l'objectif des travaux de normalisation potentiels pour le lait de chamelle.

CONCLUSION

88. Le Comité exécutif, à sa 85^e session:
- i. a pris note des informations fournies par le secrétariat du Codex;
 - ii. a répondu à la demande de la 22^e session du Comité de coordination du Codex pour l'Asie en indiquant ce qui suit:
 - a) indépendamment du fait qu'un produit fasse l'objet d'un commerce international, une proposition de nouveau travail relatif à une norme régionale ou internationale peut être soumise au Comité exécutif par les comités régionaux de coordination, en vue d'un examen critique, et à la Commission, pour approbation finale et décision quant à la nature de la norme et à l'entité chargée de l'élaborer; et
 - b) les comités régionaux de coordination (et les auteurs de nouveaux travaux) devraient élaborer des documents de travail/propositions de nouveaux travaux bien documentés et complets, afin de faciliter le rôle du Comité exécutif et de lui permettre de donner des avis à la Commission concernant la voie à suivre; et
 - iii. a recommandé que le secrétariat du Codex élabore des indications pratiques et collabore avec les membres pour résoudre les difficultés liées aux nouveaux travaux et à l'établissement des priorités, comme l'a recommandé le Comité exécutif à sa 83^e session.

QUESTIONS DIVERSES (point 9 de l'ordre du jour)

Rapport sur les consultations informelles supplémentaires menées par le Président et les vice-présidents de la Commission du Codex Alimentarius sur les projets de limites maximales de résidus pour le chlorhydrate de zilpatérol²⁰

89. Le Président a souligné que l'objectif du document était d'informer le Comité exécutif et la Commission de l'engagement continu du Président et des vice-présidents à dialoguer avec les membres sur les projets de limites maximales de résidus pour le chlorhydrate de zilpatérol afin de maintenir une communication permanente visant à mieux comprendre les différents points de vue et à faciliter une mobilisation éclairée et constructive conforme aux procédures du Codex.
90. Comme la Commission l'a accueilli avec satisfaction à sa 45^e session, le Président et les vice-présidents ont tenu une nouvelle série de consultations informelles régionales auxquelles ont participé 89 membres du Codex.
91. Résumant les résultats de leurs discussions informelles, le Président a noté que les positions des membres n'avaient pas fondamentalement varié sur cette question depuis la 45^e session de la Commission, et que les éléments scientifiques faisaient globalement consensus. Bien que certains membres aient fait part de leurs doutes au sujet des éléments scientifiques au cours des consultations informelles, le Président et les vice-présidents ont souligné qu'il leur incombait de fournir les données appropriées aux organes chargés de l'évaluation des risques afin de faciliter tout travail ultérieur d'évaluation de ces risques. Le Président a indiqué que lui-même et les vice-présidents étaient d'avis que les éléments scientifiques n'étaient pas le problème, qui serait plutôt ailleurs.
92. Au cours des consultations informelles, le Président et les vice-présidents ont souligné que les membres appelaient de leurs vœux une résolution définitive de cette question à la 46^e session de la Commission et

²⁰ CX/EXEC 23/85/7; EXEC/85 CRD04.

avaient présenté pour examen diverses options ou voies de résolution sans préférence pour l'une d'entre elles. Le Président a noté qu'il relevait de la compétence de la Commission du Codex Alimentarius de trancher la question des projets de limites maximales de résidus pour le chlorhydrate de zilpatérol et que les membres avaient le droit souverain d'exprimer leurs positions. Il a été rappelé au Comité exécutif, à sa 85^e session, que le Président de la Commission du Codex Alimentarius avait envoyé une lettre dans les jours précédents décrivant l'approche envisagée pour les discussions sur les projets de limites maximales de résidus pour le chlorhydrate de zilpatérol. Le Président a rappelé que lui-même et les vice-présidents étaient toujours disponibles pour discuter de la question de façon informelle en amont de la Commission du Codex Alimentarius.

93. Notant que cette question n'était pas ouverte à la discussion pendant la 85^e session du Comité exécutif, le Président a souligné que le rapport n'était fourni qu'à titre indicatif.

Conclusion

94. Le Comité exécutif, à sa 85^e session, a pris note du point de situation présenté par le Président et les vice-présidents.

QUESTIONS DIVERSES (point 9 de l'ordre du jour)

Proposition sur la conduite d'études et l'élaboration d'orientations en matière de recyclage, pour intégration dans le Codex Alimentarius²¹

95. La Conseillère auprès du membre de l'Amérique du Nord a présenté la proposition figurant dans le document de séance CRD01 concernant la conduite d'études et l'élaboration d'orientations en matière de recyclage pour intégration dans le Codex Alimentarius. La Conseillère a souligné que la proposition visait à examiner la façon dont le Codex pourrait appuyer les efforts mondiaux déployés dans ce domaine, notant l'augmentation de l'utilisation de matériaux recyclés à des fins d'emballage des produits alimentaires par les pays membres et le secteur privé. En outre, elle a noté que l'élaboration de ces orientations pourrait s'avérer utile aux membres et aux observateurs et que cette démarche relevait de l'objectif du Codex. La Conseillère a conclu en proposant qu'une lettre circulaire soit diffusée afin de déterminer s'il existe un intérêt, une valeur ou une nécessité de mener de nouveaux travaux sur les orientations de la Commission du Codex Alimentarius concernant l'utilisation de matériaux recyclés dans l'emballage des denrées alimentaires.

Conclusion

96. Le Comité exécutif:
- a remercié le membre et la Conseillère auprès du membre de l'Amérique du Nord d'avoir soumis la proposition sur la conduite d'études et d'élaboration d'orientations en matière de recyclage, pour intégration dans le Codex Alimentarius, telles qu'elles figurent dans le document de séance CRD01;
 - est convenu de recommander à la Commission, à sa 46^e session, d'inviter le secrétariat du Codex à envoyer une lettre circulaire aux membres et aux observateurs du Codex afin de déterminer s'il existe un intérêt, une valeur ou une nécessité de mener de nouveaux travaux sur les orientations du Codex Alimentarius concernant l'utilisation de matériaux recyclés dans l'emballage des denrées alimentaires; et,
 - d'envisager les prochaines étapes en fonction de la réponse des membres et des observateurs à la lettre circulaire.

²¹ Document de séance CRD01 (États-Unis d'Amérique).